S. 207 / Nr. 50 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht (f)

BGE 59 III 207

50. Arrêt de 22 septembre 1933 dans la cause Levy, dit Lansac, et Jeanmairet.

Regeste:

L'ordonnance par laquelle l'autorité cantonale ou son président accorde ou repousse une demande de suspension fondée sur l'art. 36 LP n'est pas susceptible de recours au TF.

Gegen die Gutheissung oder Abweisung eines Gesuches um Erteilung des Suspensiveffektes nach Art. 36 SchKG kann nicht an das Bundesgericht rekuriert werden.

Il decreto con cui un'autorità cantonale, o il suo presidente, ammette o respinge una domanda di sospensione fondata sull'art. 36 LEF, non può essere impugnato mediante ricorso al Tribunale federale.

A. - Par acte du 12 septembre 1933, Lucien Lévy, dit Lansac, et Marcel Jeanmairet, anciens administrateurs de la Société générale d'entreprises cinématographiques, à Genève, ont porté plainte contre une décision prise le 8 du même mois par la commission de surveillance de la faillite de cette société. Provisionnellement, ils demandaient au Président de l'Autorité cantonale de surveillance

Seite: 208

de suspendre l'exécution de la décision attaquée jusqu'à droit connu sur la plainte.

B. - Le 13 septembre 1933, le Président de l'Autorité de surveillance pour le canton de Genève a repoussé cette demande, ainsi qu'il résulte d'une mention apposée sur le mémoire de plainte.

C. - Par acte déposé en temps utile, les plaignants ont recouru à la Chambre des Poursuites et des Faillites du Tribunal fédéral en concluant à ce qu'il lui plaise:

«Révoquer et mettre à néant la décision de Monsieur le Président de l'Autorité de surveillance des Offices de poursuites et faillites de Genève rendue en date du 13 septembre 1933, décision par laquelle la demande de suspension de la décision de la Commission de surveillance de la Faillite de la Sté. Gén. d'Entr. Cin. du 8. 9. 33 a été repoussée.

»Prononcer la suspension de l'exécution de la susdite décision du 8. 9. 33 jusqu'à ce qu'il ait été dit droit sur le fond du recours du 12 septembre 1933.»

Considérant en droit:

Aux termes de l'art. 36 LP., la plainte, l'appel et le recours ne suspendent la décision que s'il en est ainsi ordonné par l'autorité appelée à statuer ou par son président. L'acte par lequel le président accorde la suspension ainsi demandée est une ordonnance et non une décision, au sens de l'art. 19 LP. (c'est-à-dire un prononcé statuant sur les conclusions formulées par le plaignant contre une mesure des autorités de poursuite ou de faillite). Il suit de là qu'elle ne peut faire l'objet du recours au Tribunal fédéral qui est précisément prévu par ledit art. 19.

D'ailleurs, l'alinéa premier de cette disposition n'accorde au plaignant le droit de recourir que contre les décisions contraires à la loi. Or l'ordonnance rendue par le président de l'Autorité genevoise le 8 septembre 1933 ne peut être considérée comme telle. En effet aucune prescription

Seite: 209

légale n'indique dans quels cas l'autorité de surveillance, soit son président, doit accorder ou refuser de suspendre la procédure. Cette question est laissée à leur entière appréciation.

La Chambre des Poursuites et des Faillites prononce:

Il n'est pas entré en matière sur le présent recours